

Service instructeur  
Direction des Finances

1ère Commission - N° 2006/V-1e/22

Service consulté

## ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2007

*Résumé : Le débat d'orientations budgétaires que je vous propose, conformément à l'article L3312-1 du CGCT, a pour but de définir la stratégie financière de notre Département pour les années à venir et de préciser les enjeux qui sont devant nous pour parvenir à l'équilibre du budget primitif 2007.*

*Un travail approfondi de prospective budgétaire a été réalisé au cours de l'exercice 2006 afin de recenser l'ensemble des programmes d'investissement lancés ou à venir dans les dix prochaines années.*

*Le volume d'investissements tant directs qu'indirects (sur la base d'une reconduction de nos politiques de soutien actuelles) porte sur un montant de 2,5 milliards d'euros.*

*A partir de cette analyse, une étude d'évolution du budget départemental a été réalisée montrant très clairement la préfiguration de nos budgets futurs et les mesures qu'il conviendra d'adopter afin de conserver notre capacité d'intervention.*

*2007 verra la montée en puissance des nouvelles compétences du Département, issues de l'Acte II de la Décentralisation : gestion des techniciens, ouvriers et personnels de service des collèges du Haut-Rhin, délégation des aides à l'habitat public et privé, transfert des services de la DDE en charge de l'entretien et de l'exploitation du réseau routier départemental et mise en place du nouveau service routier (unités routières, centres routiers,...).*

*Parallèlement les programmes de travaux, lancés tant dans le cadre des Programmes Pluriannuels d'Investissement (routiers, schéma gérontologique...) que dans le cadre du Projet Pour le Haut-Rhin (territorialisation des services) verront leur plein essor dès l'année prochaine.*

*Les dépenses d'aide sociale et notamment de RMI et d'APA continuent quant à elles de croître alors même que les compensations de l'Etat, bien que réévaluées par l'apport d'une dotation exceptionnelle de l'Etat pour les années 2006 à 2008, demeurent insuffisantes.*

*C'est dans ce contexte que prendra effet la réforme de la taxe professionnelle plafonnant le volume du produit de cette taxe à 3,5 % de la valeur ajoutée des entreprises. Son impact sera visible dès le prochain budget avec un premier manque à gagner estimé à 6,3 M€.*

*A ce stade de nos travaux et des réflexions menées dans le cadre des commissions thématiques, le projet du budget pour 2007 avoisine les 738 M€ en recettes (sur la base d'un volume prévisionnel d'emprunt identique à celui du BP 2006), soit une progression de 1,32 % par rapport au BP 2006, et 807 M€ en dépenses (soit une hausse de 10,8 % par rapport au BP 2006) d'où une « impasse » de 69 M€ environ.*

*Notre assemblée doit donc prendre un certain nombre de décisions pour présenter un BP 2007 en équilibre. Le bureau exécutif a identifié quelques pistes qui vous sont présentées ci-après. C'est sur ces bases qu'il conviendra d'affiner nos propositions tant en fonctionnement qu'en investissement.*

*Cette situation confirme que la construction des budgets futurs des Départements sera de plus en plus complexe. Ceux-ci sont en effet confrontés à une accumulation de nouvelles mesures portant sur l'élargissement de leurs compétences et un renforcement de leur rôle de collectivité de proximité, alors même que les compensations qui leur sont accordées restent limitées et que les réformes fiscales réduisent encore leurs marges de manœuvre. Ainsi les collectivités seront très certainement amenées à se recentrer sur leurs compétences propres, avec l'ambition de l'exercer pleinement. Formons également l'espoir que le futur Contrat de Projet 2007/2013 (ex-CPER), constituera un levier en direction de développement économique et touristique du Département.*

*Enfin et pour la seconde année consécutive, ce rapport contient un volet « Haut-Rhin/ Bas-Rhin » issu d'une séance ayant réuni les Présidents et Vice Présidents des deux collectivités, le 18 septembre 2006. Cette collaboration revêt une valeur symbolique forte.*

# SOMMAIRE

## Orientations Budgétaires 2007

<b>I.</b>	<b>LE CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE .....</b>	<b>p. 4</b>
	a) Contexte international et national .....	p. 4
	b) Contexte local et régional .....	p. 4
<b>II.</b>	<b>LE CONTEXTE DES FINANCES PUBLIQUES .....</b>	<b>p. 6</b>
	a) Evolution de la fiscalité directe du Département du Haut-Rhin .....	p. 6
<b>III.</b>	<b>LA SITUATION FINANCIERE ET LES ENJEUX DU DEPARTEMENT .....</b>	<b>p. 7</b>
	a) Rappel des données historiques .....	p. 7
	b) Prospective budgétaire .....	p. 7
	c) L'impact des transferts de compétences dans le projet de budget 2007 de l'Etat .....	p. 8
	d) La coopération interdépartementale Haut-Rhin / Bas-Rhin .....	p. 9
	e) Evolution des recettes de fonctionnement pour l'année 2007 .....	p. 9
	✓ La fiscalité directe .....	p. 9
	✓ La fiscalité indirecte .....	p. 10
	✓ Les dotations de fonctionnement .....	p. 10
	✓ La taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) .....	p. 10
	✓ Autres ressources de fonctionnement .....	p. 10
	f) Evolution des recettes d'investissement pour l'année 2007 .....	p. 11
	✓ Les dotations d'investissement .....	p. 11
	✓ Subventions, participations et autres recettes .....	p. 12
	✓ L'emprunt .....	p. 12
<b>IV.</b>	<b>ORIENTATIONS DES DEPENSES .....</b>	<b>p. 12</b>
	a) L'endettement .....	p. 12
	b) Approche de l'équilibre global .....	p. 13
	✓ Situation des Autorisations de Programmes .....	p. 13
	✓ Pistes de réflexion en vue de l'équilibre du Budget Primitif 2007 ...	p. 14

### ANNEXE 1 : Tableaux des orientations budgétaires par commission

## **I. LE CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE**

### **a) Contexte international et national**

En 2005, l'économie mondiale a montré une grande résistance face au choc pétrolier. L'activité mondiale a rebondi au deuxième semestre, affichant en moyenne sur l'année un léger ralentissement (+ 4,2 %) par rapport à 2004 (+ 4,8 %). En particulier, la vigueur de la croissance des Etats-Unis et de la Chine a entraîné dans son sillage le commerce mondial. Le resserrement des politiques monétaires, précoce aux Etats-Unis plus tardif dans la zone euro, n'a eu qu'un faible impact sur les taux longs américains et européens.

L'économie française a entamé l'année 2006 sur un rythme de croissance modéré, le PIB progressant de 0,5 % et a affiché une santé éclatante au deuxième trimestre 2006 avec une croissance de 1,1 % à 1,2 %, un record depuis près de six ans.

La consommation des ménages, principal moteur de la croissance au second semestre 2005, s'est accélérée : les dépenses de consommation en produits manufacturés sont en nette progression au mois d'août 2006 + 3,3 %. Cette évolution pourrait conduire à une croissance finale pour 2006 estimée entre 2,3 % et 2,5 % selon les experts.

Le commerce extérieur a contribué à la hausse du PIB : les exportations françaises ont fortement rebondi, profitant d'une demande étrangère vigoureuse.

A noter pour le Département, que la production de l'industrie automobile en France baisse de 3,5 % en volume en 2005. La fabrication de véhicules industriels est le seul segment épargné. La valeur ajoutée suit la même pente, avec une diminution de 3 % en volume.

### **b) Contexte local et régional**

En Alsace, les exportations ont également fortement progressé au 1<sup>er</sup> trimestre 2006 (+ 8,5 % en un an), après une année 2005 défavorable.

Les industriels confirment ce dynamisme de la demande étrangère.

La hausse de la production industrielle n'a pas mis fin à la dégradation des effectifs. Dans le secteur des services, traditionnellement créateur d'emplois, les effectifs salariés ont stagné au premier trimestre. Tous secteurs confondus, l'emploi salarié a légèrement progressé dans le Bas-Rhin mais a reculé significativement dans le Haut-Rhin.

Le chômage continue de baisser globalement en France, ainsi que dans le Bas-Rhin, mais le Haut-Rhin évolue de nouveau à contre-courant. Le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 0,7 % dans le sud de l'Alsace en juillet. Cette hausse inquiétante intervient après quatre mois consécutifs de baisse\*.

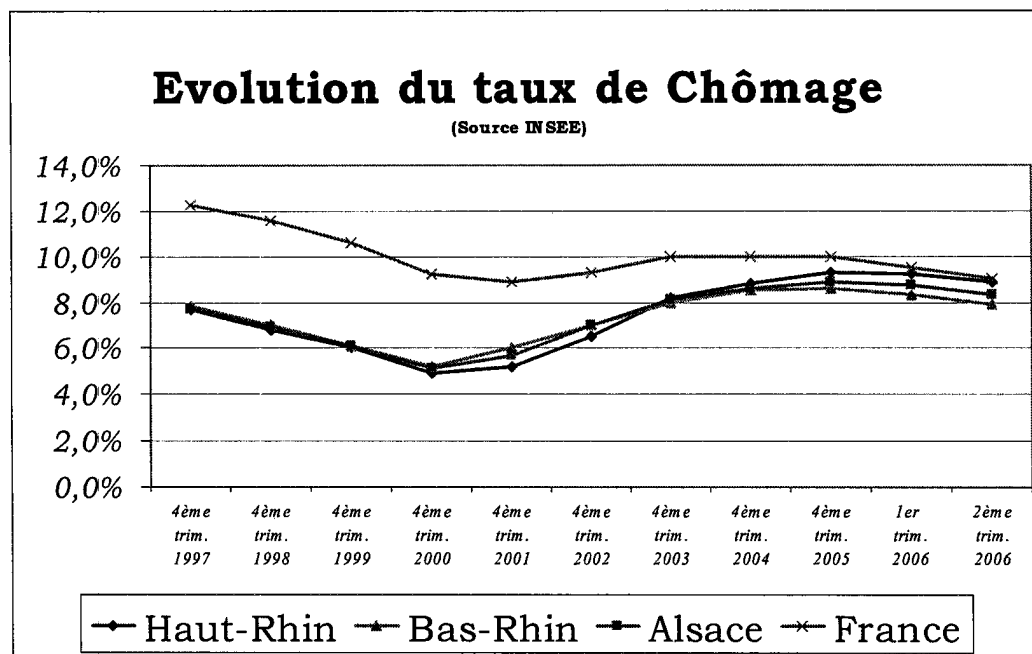
*\* Selon l'ASSEDIC Alsace la hausse du chômage intervenue en juillet dans le Haut-Rhin résulte en grande partie de la suppression de 500 emplois intérimaires à l'usine Peugeot-Citroën de Mulhouse.*

Le Bas-Rhin en revanche, affiche une baisse mensuelle (- 1,3 %) légèrement supérieure à celle enregistrée au niveau national.

Sur un an, le recul du chômage dans la région (- 6,8 %) reste nettement inférieur au reflux enregistré pour l'ensemble du pays (- 10,8 %) en raison du médiocre résultat du Haut-Rhin, où le chômage n'a baissé que de 4,7 % contre 8,4 % dans le Bas-Rhin.

L'écart continue de se creuser entre les deux départements alsaciens : le taux de chômage dans le Bas-Rhin (7,9 % au deuxième trimestre) est désormais inférieur d'un point à celui du Haut-Rhin (8,9 %) qui se situe dans la moyenne nationale (9,0 %), une situation inédite.

La situation est particulièrement préoccupante à Mulhouse, seul bassin d'emploi dans la région où le taux de chômage a continué de progresser au premier trimestre et, où 12,1 % de la population active est sans emploi.



Si on compare la situation avec la Suisse voisine, on observe qu'à Bâle-Ville et Bâle-Campagne le taux de chômage se situe respectivement à 3,7 % et 2,7 %. Dans les deux cantons bâlois le nombre des frontaliers continue d'augmenter sensiblement, mais ce phénomène profite surtout aux Allemands. Les jeunes Alsaciens ne bénéficient guère de ce gisement d'emplois suisses en raison de la barrière linguistique, autre explication de la persistance du chômage élevé dans le Haut-Rhin.

Le nombre d'allocataires du Revenu Minimum d'Insertion (RMI) payés dans le Haut-Rhin a progressé de 8 805 en décembre 2005 à 9 208 en septembre 2006, soit une hausse de 4,6 % sur 9 mois de l'année. Le nombre de bénéficiaires du RMI au total (payés et suspendus) est en augmentation de 8,7 % depuis le début de l'année.

Près de 2 100 créations d'entreprises ont été enregistrées en Alsace au 1<sup>er</sup> trimestre 2006, soit une hausse de 14,6 % par rapport au même trimestre en 2005. Au niveau national, les créations progressent de 8,1 %. Ce dynamisme est partagé en Alsace par l'ensemble des secteurs. La situation diffère selon les départements, avec une progression plus rapide dans le Bas-Rhin.

Parallèlement, le nombre de défaillances d'entreprises en Alsace a fortement reculé : de 13,7 % depuis janvier, contre 5,7 % seulement au plan national (selon les statistiques de l'assureur crédit Euler Hermes SFAC).

L'activité dans l'industrie alsacienne s'est intensifiée au 1<sup>er</sup> trimestre 2006, profitant d'une demande dynamique sur le marché intérieur comme à l'international. Cette situation relativement favorable profite en particulier à l'industrie des biens de consommation et à celle des biens d'équipement.

L'activité dans le bâtiment en Alsace est restée dynamique au 1<sup>er</sup> trimestre 2006, dans la continuité de la fin d'année 2005. Sur un an, ce sont ainsi plus de 12 000 logements qui ont été mis en chantier dans la région, soit une augmentation de 18 % en glissement annuel (12 % au niveau national). Cette hausse concerne plus particulièrement les logements collectifs, qui représentent sur les douze derniers mois plus de 6 mises en chantier sur 10.

En parallèle, le nombre de logements vendus au cours du deuxième trimestre est en recul très net de 38 % par rapport au premier trimestre et de 10 % par rapport au deuxième trimestre 2005 (selon la Direction régionale de l'Équipement). La tendance est quasi générale sauf pour l'agglomération colmarienne. Le décalage entre le rythme des nouvelles mises en vente et celui des ventes effectives se traduit par une remontée des stocks assez sensible : de l'ordre de 20 % en six mois, soit l'équivalent de sept à neuf mois de transactions en moyenne.

Il conviendra d'être attentifs aux évolutions à venir pour comprendre si ce ralentissement du deuxième trimestre 2006 ne constitue qu'une correction ponctuelle consécutive à un pic exceptionnel, ou alors s'il s'agit d'un retournement de tendance.

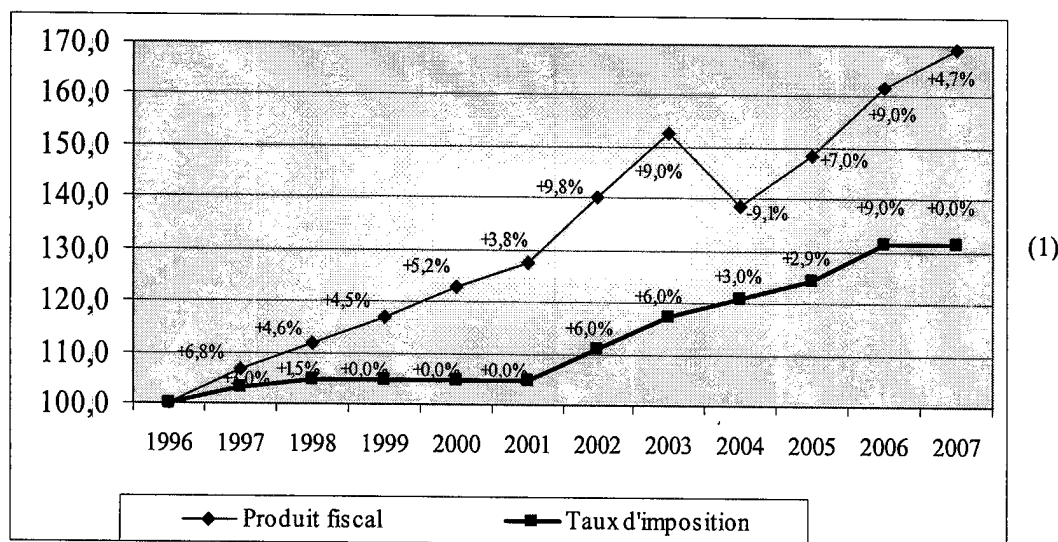
Dernier point : au 1<sup>er</sup> trimestre 2006, l'activité hôtelière alsacienne continue de fléchir. Le nombre de nuitées totales est en baisse de 6,5 %. Les nuitées d'origine françaises diminuent de 0,5 % tandis que la fréquentation étrangère, plus particulièrement allemande, espagnole et italienne, chute de 17,2 %.

Le taux d'occupation suit la même tendance : 42,2 % en 2006, contre 43,6 % en 2005.

## II. LE CONTEXTE DES FINANCES PUBLIQUES

### a) Evolution de la fiscalité directe du Département du Haut-Rhin

Variation du produit fiscal et variations des taux :



(1) 2007 : sera décidé lors du vote du BP.

### Tableau des évolutions de nos recettes fiscales :

Produit fiscal en M€	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Produit fiscal notifié*	148,7	158,9	166,2	173,6	182,6	189,8	208,16	226,84	206,3	220,7	240,5	251,7
Variation en %		+ 6,80%	+ 4,60%	+ 4,50%	+ 5,20%	+ 3,90%	+ 9,70%	+ 9,00%	- 9,10%	+ 7,00%	+ 9,00%	+ 4,66%
Variation en volume		+10,2	+7,3	+7,4	+9,0	+7,2	+18,4	+18,7	-20,6	+14,4	+19,8	+11,2
Base 100 (1996)	100,0	106,8	111,7	116,7	122,8	127,6	140	152,5	138,7	148,4	161,7	169,3

\* Y compris des allocations compensatrices: abattement général de 16% des bases de la TP, personnes de condition modeste pour la TH etc.

Taux d'imposition	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Variation par an en %	0,00%	3,00%	1,50%	0,00%	0,00%	0,00%	6,00%	6,00%	3,00%	2,90%	9,00%	0,00%
Base 100 (1996)	100	103	104,5	104,5	104,5	104,5	110,8	117,5	121	124,5	135,7	135,7

### III. LA SITUATION FINANCIERE ET LES ENJEUX DU DEPARTEMENT

#### a) Rappel des données historiques

DEPENSES ET RECETTES (Compte administratif)	2000	2001	2002	2003	2004	2005	Variation % 2005/2000	2006 BP
<b>Budget total</b>	<b>444,7</b>	<b>466,7</b>	<b>487,7</b>	<b>544,4</b>	<b>584,2</b>	<b>601,9</b>	<b>+ 35,3 %</b>	729,1
Recettes de fonctionnement	376,0	377,7	402	446,1	493,6	514,5	<b>+ 36,8 %</b>	511,5
Dépenses de fonctionnement	230,8	241,4	268,9	285	330,2	358,2	<b>+ 55,2 %</b>	408,9
Recettes d'investissement	68,7	89,0	85,7	98,3	90,6	87,4	<b>+ 27,2 %</b>	217,5
dont : Emprunts	22,9	19,6	47,6	36,0	30,0	30,0	<b>+ 31,0 %</b>	102,0
Dépenses d'investissement	188,2	201,6	186,9	228,4	219,9	212	<b>+ 12,6 %</b>	320,2
Autofinancement brut	145,2	136,3	133,1	161,1	163,4	156,3	<b>+ 7,6 %</b>	102,6

RECETTES (Compte administratif)	2000	2001	2002	2003	2004	2005	Variation % 2005/2000	2006 BP
Recettes de fonctionnement	376,0	377,7	402,0	446,1	493,6	514,5	<b>+ 36,8 %</b>	511,5
Fiscalité directe + indirecte	254,9	242,9	256,5	277,1	261,6	282,8	<b>+ 10,9 %</b>	292,9
<i>Fiscalité directe</i>	184,3	193,5	211,5	229,2	208,9	225	<b>+ 22,1 %</b>	244,6
<i>Fiscalité indirecte</i>	70,7	49,4	45,0	47,9	52,7	57,8	<b>- 18,2 %</b>	48,3
Dotations de fonctionnement	41,3	84,8	91,9	94,5	126,5	118,4	<b>+ 186,7 %</b>	121,5
<i>Versement APA/CNSA</i>			4,6	11,4	9,9	7,6		10,5
<i>Compensation RMI/Etat</i>					28,9	34		37,0
Autres rec. de fonctionnement	41,7	24,3	29,9	40,7	72,6	71,7	<b>+ 71,9 %</b>	49,6
Résultat reporté	38,1	25,7	23,7	33,8	32,9	32,1	<b>- 15,7 %</b>	0,0

#### b) Prospective budgétaire

Au courant de l'année 2006, un travail approfondi de prospective a été réalisé par les services du Département, sous l'égide de la Mission contrôle de gestion pour les 10 à 15 années qui viennent.

Ce travail a été réalisé en deux temps :

- 1) Recensement par chaque service de l'ensemble des programmes d'investissements à venir, l'évolution de leur coût et de leur impact budgétaire annuel.

Ce recensement porte sur un programme de près de 2,5 Milliards d'€ dont 10 % seulement portent sur des opérations totalement nouvelles et 80 % seront à financer à compter de 2009.

- 2) Simulations des budgets à venir du Département en tenant compte de ces projets d'investissement, et sur la base d'une évolution annuelle de 3,5 % de nos charges courantes de fonctionnement.

Cette analyse montre une tension de nos ratios du fait d'une montée en puissance très forte de nos programmes d'investissement, nécessitant un recours à l'emprunt croissant et une diminution de notre épargne.

Notre Département se trouve donc confronté aujourd'hui à la nécessité d'adapter ses politiques et d'envisager pour l'avenir de nouvelles modalités d'intervention. La territorialisation de son action peut être une des solutions à cette problématique. D'autres mesures sont décrites plus loin (IV. B).

### **c) L'impact des transferts de compétences dans le projet de budget 2007 de l'Etat**

Ces dernières années ont été riches en transfert de compétences et de personnels de l'Etat au profit des Départements, que ce soient la loi du 13 août 2004 relative à l'Acte II de la Décentralisation, la loi Handicap et Citoyenneté du 11 février 2005 ou encore la loi sur le Développement des Territoires Ruraux du 23 février 2005.

Le Budget Primitif pour 2007 va voir la montée en puissance de ces transferts et leur impact sur notre structure budgétaire.

Ainsi :

- C'est près de 95% des personnels TOS titulaires des collèges du Haut-Rhin (420 sur un total d'environ 450, un record en France !) qui ont exercé leur droit d'option au cours de l'année 2006. Ceux-ci seront donc rémunérés par notre Département dès le 1<sup>er</sup> janvier 2007 (comme l'étaient déjà depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006 les personnels non titulaires) et deviendront agents départementaux, portant notre effectif départemental à environ 1 850 agents. La masse salariale correspondant à ces transferts fera l'objet d'une compensation de la part de l'Etat dans le cadre de la Taxe sur les conventions d'assurances (TSCA). Un différentiel de l'ordre de 2,5 M€ est néanmoins à prévoir compte tenu des conditions d'accueil plus favorables de ces personnels dans notre collectivité, conformément aux principes conjoints définis avec le Département du Bas-Rhin et la Région Alsace (en terme de prestations d'action sociale, régime indemnitaire, prime de fin d'année) mais également compte tenu des obligations réglementaires qui pèsent sur les collectivités territoriales (médecine du travail...).
- On peut également citer la création et le renforcement du service Habitat Solidarité Territoriale dont l'activité et les effectifs vont monter en charge en 2007 suite au transfert de la gestion des aides à l'habitat privé.
- L'année 2007 verra également le transfert au profit du Département des services de la Direction Départementale de l'Equipement en charge de l'entretien et de l'exploitation du réseau routier départemental (2 529 km). C'est donc plus de 220 agents de la DDE qui seront mis à disposition du Département dans le cadre d'un service routier restructuré en 5 unités territoriales et 15 centres routiers, répartis sur le territoire haut-rhinois.
- La cellule aménagement foncier constituée mi 2006, va fonctionner en année pleine en 2007 avec 4 personnes dont 1 personne mise à disposition de l'Etat, dont les missions seront d'animer la Commission départementale et les commissions communales d'aménagement foncier, et mener l'ensemble des procédures dans ce domaine.
- Notons également la montée en puissance de la Maison du handicap qui accueillera physiquement courant 2007 les services de l'Etat (Cotorep...). Un budget propre pour cette structure sera mis en place dès le BP 2007 conformément aux prescriptions du Ministère.



#### **d) La coopération interdépartementale Haut-Rhin / Bas-Rhin**

Pour la deuxième année consécutive, les Présidents et Vice Présidents des Conseils Généraux du Haut-Rhin et du Bas-Rhin se sont réunis pour renforcer leur coopération, fixer leurs objectifs communs pour 2007 et définir de nouvelles orientations communes pour l'avenir.

Les différents domaines de coopération entre nos deux collectivités touchent plus d'une vingtaine de secteurs d'intervention comme l'économie, le tourisme, l'habitat, l'action sociale, le patrimoine, l'environnement... Un rapport commun (joint) est soumis à nos deux Assemblées départementales dans le cadre de leur session budgétaire consacrée aux orientations budgétaires.

#### **e) Evolution des recettes de fonctionnement pour l'année 2007**

##### ✓ **La fiscalité directe**

Avec des bases prévisionnelles en hausse de 3,4 % et la reconduction des taux, la recette de fiscalité directe estimée s'élève à 251,7 M€ soit un gain de 2,9 % par rapport au BP 2006. Ce montant intègre la réfaction - restitution de produit à concurrence de 6,3 M€, en application de la réforme de la taxe professionnelle instituée par la LFI 2006, qui limite à 3,5 % de la valeur ajoutée dégagée l'assujettissement à l'impôt local total concerné dû par les entreprises.

##### **Progression estimée des bases 06/07**

TH	+ 2,8%
TFB	+ 3,5%
TFNB	+ 6,0%
TP	+ 3,7%
	+ 3,4%

Compte tenu de la réforme de la taxe professionnelle, une hausse d'un point de fiscalité occasionne un produit supplémentaire d'environ 1,69 M€ au titre des quatre taxes directes locales.

Bases nettes estimées pour 2007	Taux pour 2006	Produit	taux + 1%	
			Taux	Produit
TH	6,67%	43 707 406	6,74%	44 166 105
TFB	7,27%	51 830 823	7,34%	52 329 881
TFNB	34,44%	580 947	34,78%	586 682
TP plafonnée	7,49%	89 991 826	7,49%	89 991 826
TP libre	8,16%	54 671 316	8,24%	55 207 309
<b>Total</b>		<b>240 782 318</b>		<b>242 281 803</b>
Réfaction 20% ticket modérateur		1 610 001		1 802 239
Allocations compensatrices		9 355 000		9 355 000
<b>Total attendu</b>		<b>251 747 319</b>		<b>253 439 042</b>

soit + 1 691 724

#### **Situation comparative des taux**

2006	Haut-Rhin	Bas-Rhin	Vosges	Belfort
TH	6,67%	8,39%	9,89%	8,32%
TF	7,27%	7,13%	13,45%	9,47%
TFNB	34,44%	29,81%	23,98%	9,52%
TP	8,16%	7,37%	8,76%	11,80%

France entière 2006	France métropole 2006
6,89%	6,88%
9,76%	9,70%
23,17%	23,57%
8,22%	8,24%

✓ **La fiscalité indirecte**

A 56,4 M€, la recette estimée est en hausse de 16,7 % par rapport aux prévisions 2006.

Droits de mutation : 50,0 M€.

En forte hausse par rapport à 2005, la prévision de recette tient compte de la réalité des encaissements escomptés en 2006. Elle est liée à l'état du marché de l'immobilier constaté en Alsace. Son évolution favorable résulte de la bonne tenue du marché de l'immobilier dans notre département, comme dans l'ensemble du pays. Cette recette volatile constitue actuellement la principale rentrée dynamique dont disposent les départements.

Taxe sur l'électricité : 6,1 M€

Le recouvrement prévisionnel de cette taxe enregistre une hausse de 1,7 % par rapport aux prévisions du BP 2006.

Taxe CAUE : 0,3 M€

La taxe affectée au financement du Conseil d'Architecture d'Urbanisme et d'Environnement (CAUE), est estimée à 348 000 € prévus en recettes et en dépenses.

✓ **Les dotations de fonctionnement**

La dotation globale de fonctionnement (DGF) et la dotation générale de décentralisation (DGD) sont estimées à 124,8 M€, en hausse de 2 % par rapport au montant 2006 notifié. Cette évolution est conforme avec la prévision d'indexation de l'enveloppe normée (+ 2,13 %) des dotations qui devrait être retenue par l'Etat, dans le projet de loi de finances 2007.

✓ **La taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA)**

En forte progression de 80 %, la T.S.C.A. est évaluée à 27,2 M€. Cette augmentation est due au changement de périmètre de ce versement compensatoire versé par l'Etat, avec la prise en compte à concurrence de 12,5 M€ des personnels ouvriers et techniciens des collèges (TOS) transférés au Département en 2007.

✓ **Autres ressources de fonctionnement**

Estimées à 105,3 M€, ces recettes enregistrent une augmentation significative de 6,5 % par rapport aux montants 2006.

Les recettes sociales estimées à 69,2 M€ comprennent notamment les crédits suivants :

- 33,9 M€ au titre de l'aide sociale aux personnes âgées et handicapées, dont 14,9 M€ de versements de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) à concurrence de 9,7 M€ pour les compensations de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) et 5,2 M€ de la nouvelle prestation handicap (PCH),
- 32,5 M€ au titre du R.M.I., soit des versements courants de T.I.P.P. de 30,0 M€ et 2,5 M€ de compensation exceptionnelle attendus du Fonds de mobilisation pour l'insertion (compensation supplémentaire de 500 M€ annuelle France sur 3 ans) pour les années 2006, 2007, 2008.
- 2,7 M€ dont 1,4 M€ au titre de l'insertion et logement autres recettes et 1,3 M€ pour la prévention sociale et médico-sociale.

Pour les principales autres recettes prévues, peuvent être cités les recouvrements suivants :

- 1,7 M€, loyers dont gendarmeries 1,0 M€
- 1,4 M€, location de matériel-parc de l'équipement
- 0,9 M€, Fonds départemental pour la rémunération du personnel de restauration et d'internat
- 0,9 M€, recouvrements D.R.H.
- 0,8 M€, recouvrements D.I.R.T..

<b>Recettes de fonctionnement (en M€)</b>	<b>CA 2005</b>	<b>BP 2006</b>	<b>OB 2007</b>
<b>Fiscalité :</b>			
<b>. Directe</b>	<b>225,0</b>	<b>244,6</b>	<b>251,7</b>
<b>. Indirecte</b>	<b>57,8</b>	<b>48,3</b>	<b>56,4</b>
Vignette	0,9	0,0	0,0
Droits de mutation	51,4	42,0	50,0
Taxe électricité	5,3	6,0	6,1
Taxe C.A.U.E	0,2	0,3	0,3
<b>Produits du domaine, services , ventes :</b>	<b>4,8</b>	<b>5,3</b>	<b>4,4</b>
dont Revenus et locations	2,5	3,0	3,1
dont Produits des participations	1,7	0,8	0,7
dont Revenus des valeurs mobilières	0,6	0,7	0,6
<b>Dotations</b>	<b>118,4</b>	<b>120,5</b>	<b>124,8</b>
D.G.F.	114,6	116,2	121,0
D.G.D.	3,8	4,3	3,8
<b>Recettes sociales</b>	<b>71,7</b>	<b>76,2</b>	<b>69,3</b>
dont A.P.A.	7,8	10,5	9,7
dont R.M.I.	34,0	37,0	32,5
<b>Autres produits</b>	<b>37,1</b>	<b>17,4</b>	<b>31,6</b>
dont résultat reporté	32,1	0,0	0,0
<b>TOTAL</b>	<b>514,8</b>	<b>512,3</b>	<b>538,2</b>

#### **f) Evolution des recettes d'investissement pour année 2007**

Hors les opérations de crédit revolving 43,5 M€ et de refinancement de la dette 25,0 M€ inscrites en recettes et en dépenses, ce poste s'établit à 132 M€ répartis entre dotations d'investissement, subventions, participations, diverses recettes et emprunt.

##### ✓ **Les dotations d'investissement**

Les dotations acquittées par l'Etat sont versées a posteriori des investissements réalisés par la collectivité.

Au titre du fond de compensation de la T.V.A. (F.C.T.V.A.), la dotation la plus importante versée (en une fois et en année n+2), la recette prévisionnelle s'établit à 10,7 M€ au vu des dépenses d'investissement réalisées en 2005. Pour la dotation globale d'équipement (D.G.E.) versée par l'Etat en compensation partielle de l'aide à l'équipement rural acquittée par la collectivité, le produit s'élève à 1,5 M€.

Le versement attendu de la dotation d'équipement des collèges (D.D.E.C.) se monte à 3,9 M€ pour l'investissement scolaire.

✓ **Subventions, participations et autres recettes**

Les recettes les plus notables comprennent :

- 5,7 M€ : participations des partenaires aux infrastructures routières dont 2,0 M€ Région (Bioscope), dont 1,4 M€ participations Etat/Région (Giratoire RN 415 Heiteren).
- 5,1 M€ : recouvrement des prêts et créances.
- 0,7 M€ : participations des partenaires pour travaux des rivières.
- 1,8 M€ : versement de l'Etat dans le cadre de la délégation de la compétence logement.
- 0,15 M€ : participations de l'ADEME.

✓ **L'emprunt**

Le niveau d'emprunt prévu s'élève à 102,0 M€, soit la reconduction de la souscription prévisionnelle du BP 2006.

#### **IV. ORIENTATIONS DES DEPENSES**

##### **a) L'endettement**

L'endettement du Département est relativement maîtrisé.

L'emprunt doit partiellement couvrir le financement de nos programmes d'investissement en complément des recettes propres et de l'autofinancement net dégagé sur la section de fonctionnement.

L'emprunt annuel neutre, c'est-à-dire dont le montant se traduit par une charge de remboursement en capital de la dette identique à celle de l'année écoulée, s'estime à 28,2 M€ pour 2007.

Tout recours supplémentaire accroît donc l'endettement de la collectivité.

Au 1<sup>er</sup> octobre 2006, l'encours est égal à 218,9 M€.

Dans l'hypothèse d'une réalisation d'emprunt à hauteur de 50 M€ d'ici le 31 décembre 2006, la dette atteindrait 258 M€ au 1<sup>er</sup> janvier 2007, soit un niveau légèrement supérieur aux derniers exercices.

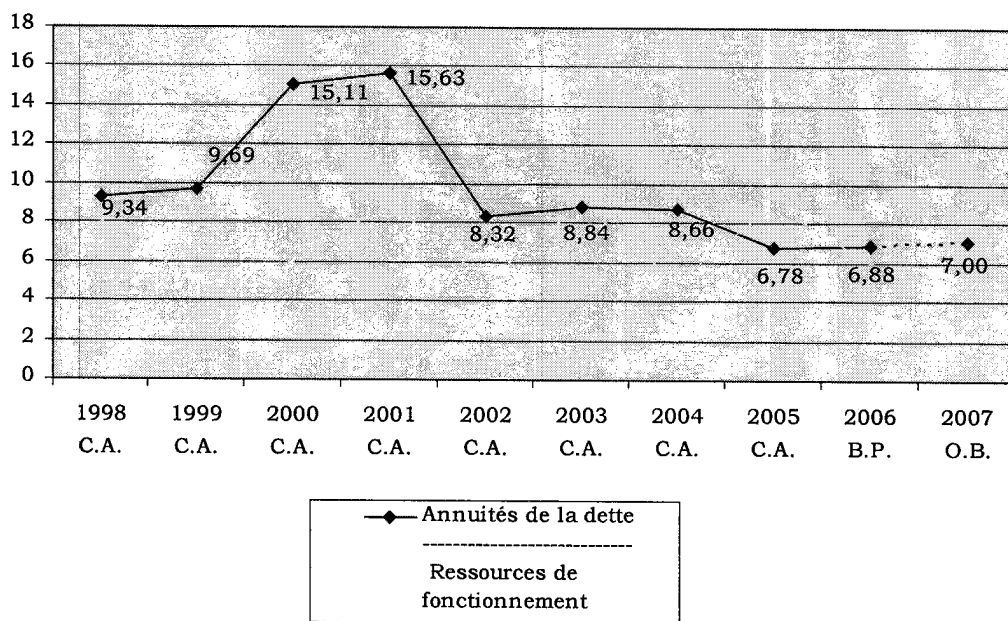
Au 1<sup>er</sup> octobre 2006, le taux moyen de la dette s'affiche à 3,63 %.

La répartition des encours, par catégorie de taux est la suivante :

- 53,7 % de l'encours est à taux fixe
- 46,2 % à taux variables.

Sur la projection menée, le ratio annuités/recettes réelles de fonctionnement reste contenu autour de 7 % : ce niveau de ratio serait considéré comme significatif d'une gestion prudente, préservant les marges de manœuvre.

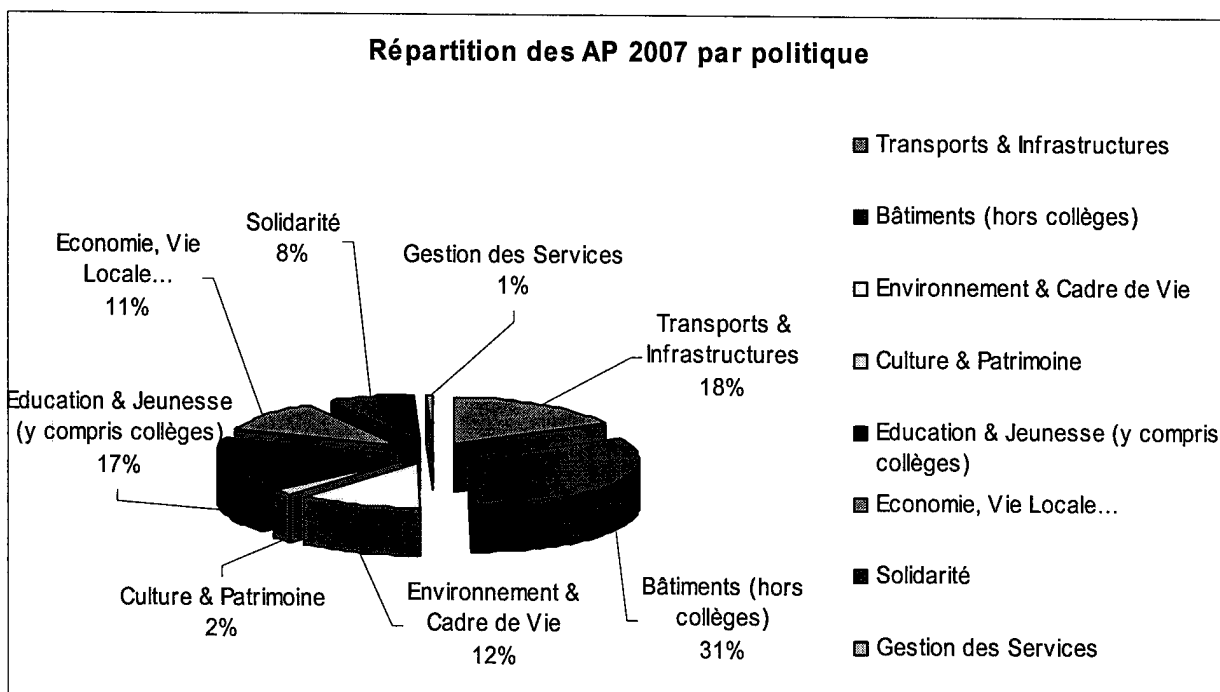
### Ressources mobilisées



### b) Approche de l'équilibre global

#### ✓ Situation des Autorisations de Programmes

BP 2006	OB 2007
189,4M€	321,6 M€ soit + 69,8%



Reste à financer AP existantes au 31.12.2006 (hors DM2)	AP nouvelles 2007	Total AP	Crédits de Paiement OB 2007
563,8 M€	321,6 M€	890,9 M€	247,8 M€ PM 2006 : 210,5 M€

✓ **Pistes de réflexion en vue de l'équilibre du Budget Primitif 2007**

Equilibre global et grandes masses des orientations budgétaires 2007 :

	DEPENSES	RECETTES	SOLDE
	<i>Dépenses</i>	<i>Recettes</i>	<i>Charge nette</i>
Fonctionnement	- 461 323 118,47	+ 538 176 570,00	+ 76 853 451,53
Investissement	- 346 488 762,56	+ 200 526 372,00	- 145 962 390,56
<b>TOTAL</b>	<b>- 807 811 881,03</b>	<b>+ 738 702 942,00</b>	<b>- 69 108 939,03</b>

EQUILIBRE	BP 2006 M€	OB 2007 M€	Variation M€	Variation %
<b><u>Fonctionnement</u></b>				
- Recettes	511,5	538,2	+26,7	+5,2 %
- Dépenses	408,8	461,3	+52,5	+12,8 %
<b>Marge brute d'autofinancement</b>	<b>102,7</b>	<b>76,9</b>	<b>-25,8</b>	<b>-25,1 %</b>
<b><u>Investissement</u></b>				
- Recettes (hors emprunts et C.R.)	37,5	30,0	-7,5	-20,0 %
- Dépenses (hors C.R.)	242,2	278,0	+35,8	+14,8 %
<b>Besoin de financement</b>	<b>102,0</b>	<b>171,1</b>	<b>69,1</b>	<b>+67,7 %</b>
<b>Produit des emprunts</b>	<b>102,0</b>	<b>102,0</b>	<b>0,0</b>	<b>+0,0 %</b>

Reliquat

-

**69,1**

Pour parvenir à l'équilibre budgétaire, assurer à notre Département la préservation de ses ratios financiers encore favorables et lui garantir des marges de manœuvre pour les années à venir, un travail d'arbitrage doit être engagé préalablement au vote du budget primitif sur la base des préconisations suivantes. Mon objectif est d'engager une réflexion en profondeur qui nécessitera un effort important de priorisation des actions à mener et d'affinage des méthodes de planification physique des travaux.

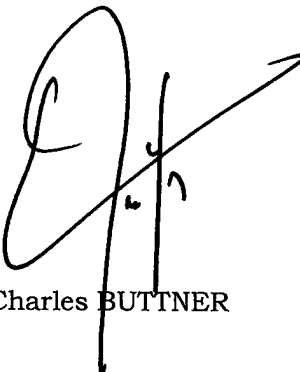
L'objectif vers lequel nous devons tendre est bien entendu de maintenir notre autofinancement (102,6 M€ au BP 2006 / 77 M€ au stade des OB 2007), tout en gardant un niveau de fiscalité modérée.

Il faudra donc envisager :

- de limiter nos dépenses de fonctionnement tout en recherchant des recettes nouvelles. Une hypothèse de travail pourrait, par exemple, être la mise en place de la Taxe Départementale sur les Espaces Naturels Sensibles (TDENS). En effet, cette taxe qui existe déjà dans 72 départements, permet à des derniers de financer leur politique environnementale. Précurseur dans ce domaine, le Haut-Rhin réalise déjà l'ensemble des actions finançables par cette taxe qui pourrait correspondre, selon le taux qui serait adopté, à une recette annuelle de 1 à 2 M€.
- d'engager une réflexion sur nos politiques d'aide aux tiers en renforçant la contractualisation avec les territoires et en travaillant sur la base d'enveloppes fermées.
- de s'adapter au principe engagé par l'Etat qui consiste à décroiser les financements et par ailleurs, de décaler dans le temps certains programmes d'investissement.
- de définir des priorités dans les programmes nouveaux et de réfléchir à l'évolution de certaines de nos politiques traditionnelles.

- - - - -

Je vous prie de bien vouloir prendre acte du présent débat d'orientations budgétaires.



Charles BUTTNER

REÇU A LA PREFECTURE  
23 OCT. 2006

# **ANNEXE n°1**

## **Tableaux des orientations budgétaires par commission**



**1ère Commission (Finances et budget)**

Domaine / Politique	Pour mémoire crédits de paiement BP 2006			Crédits de paiement OB 2007			Autorisations de programme		
	Inv.	Fonct.	TOTAL Crédits	Inv.	Fonct.	Total	Reste à financer sur AP votée au 31/12/06	AP nouvelle proposée en 2007	Encours des AP au 01/01/07
J03 Finances	109 188 921.09	11 189 400.00	120 378 321.09	98 678 000.00	10 998 700.00	109 676 700.00	0.00	0.00	0.00
<b>TOTAL</b>	<b>109 188 921.09</b>	<b>11 189 400.00</b>	<b>120 378 321.09</b>	<b>98 678 000.00</b>	<b>10 998 700.00</b>	<b>109 676 700.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>

**2ème Commission (Economie, tourisme, université & recherche)**

Domaine / Politique	Pour mémoire crédits de paiement BP 2006			Crédits de paiement OB 2007			Autorisations de programme		
	Inv.	Fonct.	TOTAL Crédits	Inv.	Fonct.	Total	Reste à financer sur AP votée au 31/12/06	AP nouvelle proposée en 2007	Encours des AP au 01/01/07
<b>F02 Développement économique et universitaire</b>	16 341 874.15	6 031 544.00	<b>22 373 418.15</b>	13 526 880.13	5 341 020.00	<b>18 867 900.13</b>	16 054 420.61	9 920 000.00	<b>25 974 420.61</b>
<b>F04 Tourisme</b>	6 867 250.00	3 207 520.00	<b>10 074 770.00</b>	4 958 080.00	3 316 000.00	<b>8 274 080.00</b>	17 439 126.27	1 310 000.00	<b>18 749 126.27</b>
<b>TOTAL</b>	<b>23 209 124.15</b>	<b>9 239 064.00</b>	<b>32 448 188.15</b>	<b>18 484 960.13</b>	<b>8 657 020.00</b>	<b>27 141 980.13</b>	<b>33 493 546.88</b>	<b>11 230 000.00</b>	<b>44 723 546.88</b>

**3ème Commission (voirie, infrastructures et transports)**

Domaine / Politique	Pour mémoire crédits de paiement BP 2006				Crédits de paiement OB 2007				Autorisations de programme		
	Inv.	Fonct.	TOTAL Crédits	Inv.	Fonct.	Total	Reste à financer sur AP votée au 31/12/06	AP nouvelle proposée en 2007	Encours des AP au 01/01/07		
A01 Constitution d'un réseau structurant départ.	24 523 375.81	0.00	24 523 375.81	30 620 349.00	6 000.00	30 626 349.00	139 165 334.79	6 320 651.00	145 485 985.79		
A02 Routes nationales	2 425 728.00	0.00	2 425 728.00	4 821 196.00	0.00	4 821 196.00	3 953 845.50	3 321 196.00	7 275 041.50		
A03 Maintenance des routes départementales	18 440 429.19	10 931 000.00	29 371 429.19	16 903 709.00	11 868 000.00	28 771 709.00	27 174 913.82	23 272 255.00	50 447 168.82		
A04 Sécurité routière	1 117 742.00	700.00	1 118 442.00	1 075 000.00	700.00	1 075 700.00	373 654.75	1 075 000.00	1 448 654.75		
A05 Exploitation	2 179 900.00	1 231 000.00	3 410 900.00	2 820 000.00	600 000.00	3 420 000.00	415 747.76	2 770 000.00	3 185 747.76		
Infrastructures	2 093 900.00	1 231 000.00	3 324 900.00	2 740 000.00	600 000.00	3 340 000.00	329 747.76	2 690 000.00	3 019 747.76		
Moyens Généraux	86 000.00	0.00	86 000.00	80 000.00	0.00	80 000.00	86 000.00	80 000.00	166 000.00		
A07 Pistes cyclables	5 489 220.55	145 000.00	5 634 220.55	5 550 739.00	145 000.00	5 695 739.00	8 514 585.60	3 070 000.00	11 584 585.60		
A08 Politique d'aide à la voirie communale	10 000 000.00	0.00	10 000 000.00	11 470 000.00	0.00	11 470 000.00	24 609 218.10	10 250 000.00	34 859 218.10		
A09 Transports publics	14 564 309.00	540 630.00	15 104 939.00	19 386 940.00	552 510.00	19 939 450.00	66 866 170.94	9 000 000.00	75 866 170.94		
J01 Administration (communication)	0.00	9 000.00	9 000.00	2 260 380.00	10 440.00	2 270 820.00	1 000 000.00	0.00	1 000 000.00		
<b>TOTAL</b>	<b>78 740 704.55</b>	<b>12 857 330.00</b>	<b>91 598 034.55</b>	<b>94 908 313.00</b>	<b>13 182 650.00</b>	<b>108 090 963.00</b>	<b>272 073 471.26</b>	<b>59 079 102.00</b>	<b>331 152 573.26</b>		

**4ème Commission (solidarité)**

Domaine / Politique	Pour mémoire crédits de paiement BP 2006				Crédits de paiement OB 2007			Autorisations de programme		
	Inv.	Fonct.	TOTAL Crédits	Inv.	Fonct.	Total	Reste à financer sur AP votée au 31/12//06	AP nouvelle proposée en 2007	Encours des AP au 01/01/07	
<b>F027 Plan de revitalisation économique</b>										
Solidarité	0.00		0.00	0.00	487 500.00	487 500.00	0.00	0.00	0.00	
<b>G01 Santé</b>	0.00	953 033.00	953 033.00	0.00	1 758 062.80	1 758 062.80	0.00	0.00	0.00	
<b>G02 Protection maternelle et infantile</b>	610 077.00	1 250 613.00	1 860 690.00	370 407.00	1 326 121.00	1 696 528.00	663 587.00	230 580.00	894 167.00	
<b>G03 Protection de l'enfance</b>	581 346.00	59 972 800.00	60 554 146.00	1 562 532.00	65 689 645.00	67 252 177.00	3 148 996.00	1 500 000.00	4 648 996.00	
<b>H02 Logement et habitat</b>	2 136 220.00	372 186.00	2 508 406.00	5 569 762.00	515 410.00	6 085 172.00	8 722 135.00	8 440 401.00	17 162 536.00	
<b>I01 Personnes âgées</b>	4 903 752.00	58 805 800.00	63 709 552.00	7 377 732.00	65 276 311.00	72 654 043.00	6 631 628.00	14 926 540.00	21 558 168.00	
<b>I02 Personnes handicapées</b>	436 245.00	58 903 519.00	59 339 764.00	399 033.00	60 718 519.00	61 117 552.00	307 743.01	500 000.00	807 743.01	
<b>TOTAL</b>	<b>8 667 640.00</b>	<b>180 257 951.00</b>	<b>188 925 591.00</b>	<b>15 279 466.00</b>	<b>195 771 568.80</b>	<b>211 051 034.80</b>	<b>19 474 089.01</b>	<b>25 597 521.00</b>	<b>45 071 610.01</b>	

**5ème Commission (Administration générale)**

Domaine / Politique	Pour mémoire crédits de paiement BP 2006			Crédits de paiement OB 2007			Autorisations de programme		
	Inv.	Fonct.	TOTAL Crédits	Inv.	Fonct.	Total	Reste à financer sur AP votée au 31/12/06	AP nouvelle proposée en 2007	Encours des AP au 01/01/07
<b>B02 Bâtiments administratifs</b>	6 901 600.00	1 029 000.00	7 930 600.00	11 472 000.00	1 185 500.00	12 657 500.00	15 656 551.66	100 996 000.00	116 652 551.66
Architecture	5 446 600.00	204 500.00	5 651 100.00	7 926 000.00	210 000.00	8 136 000.00	13 631 601.65	100 381 000.00	114 012 601.65
Opérations Foncières	995 000.00	0.00	995 000.00	2 931 000.00	0.00	2 931 000.00	2 004 950.00	0.00	2 004 950.00
Moyens Généraux	460 000.00	824 500.00	1 284 500.00	615 000.00	975 500.00	1 590 500.00	20 000.01	615 000.00	635 000.01
<b>B03 Gendarmeries</b>	3 504 900.00	199 800.00	3 704 700.00	5 990 000.00	200 800.00	6 190 800.00	19 484 165.49	1 900 000.00	21 384 165.49
Architecture	3 504 900.00	69 000.00	3 573 900.00	5 990 000.00	70 000.00	6 060 000.00	19 484 165.49	1 900 000.00	21 384 165.49
Opérations Foncières	0.00	90 800.00	90 800.00	0.00	90 800.00	90 800.00	0.00	0.00	0.00
Moyens Généraux	0.00	40 000.00	40 000.00	0.00	40 000.00	40 000.00	0.00	0.00	0.00
<b>B04 Autres équipements</b>	1 030 500.00	134 000.00	1 164 500.00	2 528 500.00	174 000.00	2 702 500.00	7 038 606.62	1 330 000.00	8 368 606.62
Architecture	1 030 500.00	0.00	1 030 500.00	2 528 500.00	0.00	2 528 500.00	7 038 606.62	1 330 000.00	8 368 606.62
Moyens Généraux	0.00	134 000.00	134 000.00	0.00	174 000.00	174 000.00	0.00	0.00	0.00
<b>B05 Foncier</b>	2 085 500.00	1 567 500.00	3 653 000.00	3 361 800.00	1 750 875.00	5 112 675.00	2 368 236.26	1 530 500.00	3 898 736.26
<b>C08 Sécurité et incendie</b>	0.00	15 327 603.00	15 327 603.00	0.00	16 100 000.00	16 100 000.00	0.00	0.00	0.00
<b>F01 Aménagement du territoire</b>	6 089 367.00	0.00	6 089 367.00	4 702 947.65	0.00	4 702 947.65	2 129 911.34	2 000 000.00	4 129 911.34
Direction Affaires Juridiques	0.00	782 860.00	782 860.00	0.00	1 183 852.00	1 183 852.00	0.00	0.00	0.00
Moyens Généraux	0.00	55 000.00	55 000.00	0.00	104 300.00	104 300.00	0.00	0.00	0.00
Opérations Foncières & Imm.	0.00	0.00	0.00	0.00	8 000.00	8 000.00	0.00	0.00	0.00
Ressources Humaines	0.00	727 860.00	727 860.00	0.00	1 071 552.00	1 071 552.00	0.00	0.00	0.00
<b>J01 Administration</b>	2 665 245.00	65 132 251.00	67 797 496.00	3 324 491.45	84 876 713.00	88 201 204.45	4 520 492.89	1 114 245.00	5 634 737.89
Cabinet	0.00	2 143 075.00	2 143 075.00	0.00	2 193 425.00	2 193 425.00	0.00	0.00	0.00
Communication	0.00	1 440 000.00	1 440 000.00	100 000.00	1 440 000.00	1 540 000.00	0.00	100 000.00	1 000 000.00
Direction Générale des Services	0.00	308 459.00	308 459.00	0.00	353 745.00	353 745.00	0.00	0.00	0.00
Mission Contrôle de gestion...	0.00	296 000.00	296 000.00	0.00	295 000.00	295 000.00	0.00	0.00	0.00
Documentation	0.00	75 000.00	75 000.00	0.00	93 900.00	93 900.00	0.00	0.00	0.00
Affaires Juridiques	0.00	1 010 167.00	1 010 167.00	0.00	882 144.00	882 144.00	0.00	0.00	0.00
Opérations Foncières & Imm.	0.00	852 900.00	852 900.00	0.00	766 645.00	766 645.00	0.00	0.00	0.00
Ressources Humaines	15 245.00	53 332 140.00	53 347 385.00	15 245.00	71 388 398.00	71 603 643.00	0.00	15 245.00	15 245.00
Moyens Généraux	2 650 000.00	5 485 510.00	8 135 510.00	2 609 246.45	7 075 456.00	9 684 702.45	3 520 492.89	999 000.00	4 519 492.89
Architecture	0.00	0.00	0.00	600 000.00	0.00	600 000.00	1 000 000.00	0.00	1 000 000.00
Service Adm. De l'Assemblée	0.00	189 000.00	189 000.00	0.00	188 000.00	188 000.00	0.00	0.00	0.00
<b>J02 Informatique</b>	1 860 886.00	2 956 000.00	4 816 886.00	3 392 000.00	3 344 200.00	6 736 200.00	3 028 706.26	1 320 100.00	4 348 806.26
<b>TOTAL</b>	<b>24 137 998.00</b>	<b>87 129 014.00</b>	<b>111 267 012.00</b>	<b>34 771 739.10</b>	<b>108 815 940.00</b>	<b>143 587 679.10</b>	<b>54 226 670.52</b>	<b>110 190 845.00</b>	<b>164 417 515.52</b>

## 6ème Commission (Agriculture, environnement et cadre de vie)

Domaine / Politique	Pour mémoire crédits de paiement BP 2006				Crédits de paiement OB 2007			Autorisations de programme		
	Inv.	Fonct.	TOTAL Crédits	Inv.	Fonct.	Total	Reste à financer sur AP votée au 31/12//06	AP nouvelle proposée en 2007	Encours des AP au 01/01/07	
C01 Eau	14 565 000.00	849 200.00	15 414 200.00	17 016 749.42	900 220.00	17 916 969.42	42 142 154.13	15 885 000.00	58 027 154.13	
C02 Equipements ruraux	342 900.00	0.00	342 900.00	380 000.00	0.00	380 000.00	497 629.00	400 000.00	897 629.00	
C03 Environnement naturel	980 000.00	3 025 000.00	4 005 000.00	1 112 153.64	3 050 000.00	4 162 153.64	612 693.64	1 540 000.00	2 152 693.64	
C04 Agriculture	4 000 000.00	1 030 450.00	5 030 450.00	1 968 045.58	940 450.00	2 908 495.58	3 292 459.44	5 800 000.00	9 092 459.44	
Environnement, Agriculture	3 950 000.00	900 000.00	4 850 000.00	1 918 045.58	810 000.00	2 728 045.58	3 292 459.42	5 750 000.00	9 042 459.42	
Laboratoire Vétérinaire	50 000.00	130 000.00	180 000.00	50 000.00	130 000.00	180 000.00	0.02	50 000.00	50 000.02	
Moyens Généraux		450.00	450.00		450.00	450.00			0.00	
C05 Cadre de vie	560 000.00	550 000.00	1 110 000.00	769 250.00	766 500.00	1 535 750.00	1 062 535.87	750 000.00	1 812 535.87	
C06 Maîtrise des déchets	1 997 100.00	592 000.00	2 589 100.00	4 450 000.00	928 000.00	5 378 000.00	30 066 566.18	12 150 000.00	42 216 566.18	
C07 Qualité de l'air	20 000.00	508 000.00	528 000.00	508 000.00	110 700.00	618 700.00	7 825.00	2 008 000.00	2 015 825.00	
<b>TOTAL</b>	<b>22 465 000.00</b>	<b>6 554 650.00</b>	<b>29 019 650.00</b>	<b>26 204 198.64</b>	<b>6 695 870.00</b>	<b>32 900 068.64</b>	<b>77 681 863.26</b>	<b>38 533 000.00</b>	<b>116 214 863.26</b>	

## 7ème Commission (Culture et patrimoine)

Domaine / Politique	Pour mémoire crédits de paiement BP 2006				Crédits de paiement OB 2007			Autorisations de programme		
	Inv.	Fonct.	TOTAL	Crédits	Inv.	Fonct.	Total	Reste à financer sur AP votée au 31/12/06	AP nouvelle proposée en 2007	Encours des AP au 01/01/07
D01 Patrimoine culturel	3 355 350.00	2 074 500.00	5 429 850.00	2 434 000.00	2 863 895.00	5 297 895.00	3 999 304.68	5 394 000.00	9 393 304.68	
D02 Soutien à la culture vivante	100 735.00	4 693 000.00	4 793 735.00	81 000.00	4 736 000.00	4 817 000.00	15 735.00	81 000.00	96 735.00	
D03 Médiathèque départementale	574 075.00	676 500.00	1 250 575.00	887 500.00	696 600.00	1 584 100.00	2 183 347.00	799 500.00	2 982 847.00	
Médiathèque	574 075.00	675 500.00	1 249 575.00	887 500.00	695 600.00	1 583 100.00	2 183 347.00	799 500.00	2 982 847.00	
Moyens Généraux		1 000.00	1 000.00		1 000.00	1 000.00			0.00	
D04 Archives départementales	70 200.00	159 000.00	229 200.00	85 000.00	150 000.00	235 000.00	0.00	85 000.00	85 000.00	
<b>TOTAL</b>	<b>4 100 360.00</b>	<b>7 603 000.00</b>	<b>11 703 360.00</b>	<b>3 487 500.00</b>	<b>8 446 495.00</b>	<b>11 933 995.00</b>	<b>6 198 386.68</b>	<b>6 359 500.00</b>	<b>12 557 886.68</b>	

**8ème Commission ( Education et transports scolaires)**

Domaine / Politique	Pour mémoire crédits de paiement BP 2006				Crédits de paiement OB 2007			Autorisations de programme		
	Inv.	Fonct.	TOTAL Crédits		Inv.	Fonct.	Total	Reste à financer sur AP votée au 31/12/06	AP nouvelle proposée en 2007	Encours des AP au 01/01/07
<b>A09 Transports publics</b>										
<b>Transports Scolaires</b>										
<b>B01 Collèges</b>										
<b>E05 Actions Educatives</b>										
<b>Actions Educatives (yc CIO)</b>										
<b>Langue et Culture Régionales</b>										
<b>Opérations foncières</b>										
<b>Moyens généraux</b>										
<b>TOTAL</b>	<b>24 632 900.00</b>	<b>37 442 823.00</b>	<b>62 075 723.00</b>	<b>30 329 900.00</b>	<b>42 175 079.00</b>	<b>72 504 979.00</b>	<b>87 465 912.21</b>	<b>42 506 000.00</b>	<b>129 971 912.21</b>	



**9ème Commission (Politique de la ville et insertion)**

Domaine / Politique	Pour mémoire crédits de paiement BP 2006				Crédits de paiement OB 2007			Autorisations de programme		
	Inv.	Fonct.	TOTAL Crédits	Inv.	Fonct.	Total	Reste à financer sur AP votée au 31/12/06	AP nouvelle proposée en 2007	Encours des AP au 01/01/07	
H01 Insertion	213 000.00	49 360 319.00	49 573 319.00	212 881.00	59 580 176.00	59 793 057.00	75 068.75	145 000.00	220 068.75	

**10ème Commission (jeunesse, sport et vie associative)**

Domaine / Politique	Pour mémoire crédits de paiement BP 2006				Crédits de paiement OB 2007			Autorisations de programme		
	Inv.	Fonct.	TOTAL Crédits	Inv.	Fonct.	Total	Reste à financer sur AP votée au 31/12/06	AP nouvelle proposées en 2007	Encours des AP au 01/01/07	
E01 Aides aux équipements sportifs	4 700 000.00	0.00	4 700 000.00	6 290 689.00	0.00	6 290 689.00	3 996 729.21	13 330 000.00	17 326 729.21	
E02 Installations départementales	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
E03 Animation socio-économique	0.00	2 380 376.00	2 380 376.00	0.00	2 391 748.00	2 391 748.00	0.00	0.00	0.00	
E04 Jeunesse	0.00	650 000.00	650 000.00	0.00	650 000.00	650 000.00	0.00	0.00	0.00	
<b>TOTAL</b>	<b>4 700 000.00</b>	<b>3 030 376.00</b>	<b>7 730 376.00</b>	<b>6 290 689.00</b>	<b>3 041 748.00</b>	<b>9 332 437.00</b>	<b>3 996 729.21</b>	<b>13 330 000.00</b>	<b>17 326 729.21</b>	

**11ème Commission (Aménagement et développement des territoires)**

Domaine / Politique	Pour mémoire crédits de paiement BP 2006				Crédits de paiement OB 2007				Autorisations de programme			
	Inv.	Fonct.	TOTAL Crédits	Inv.	Fonct.	Total	Reste à financer sur AP votée au 31/12/06	AP nouvelle proposée en 2007	Encours des AP au 01/01/07			
F01 Aménagement du territoire												
Mission Aménag. Territoire	780 678.91	1 790 900.00	<b>2 571 578.91</b>	900 000.00	1 564 400.00	<b>2 464 400.00</b>	1 308 832.12	830 000.00		<b>2 138 832.12</b>		
F03 Vie locale	13 825 000.00	1 475 970.00	<b>15 300 970.00</b>	12 350 000.00	1 426 600.00	<b>13 776 600.00</b>	17 457 861.72	10 250 000.00		<b>27 707 861.72</b>		
Cordination Act. Territoriales	13 825 000.00	1 366 600.00	15 191 600.00	12 350 000.00	1 366 600.00	13 716 600.00	17 457 861.69	10 250 000.00		27 707 861.69		
Mission Aménag. Territoire	0.00	100 000.00	100 000.00	0.00	60 000.00	60 000.00	0.00	0.00		0.00		
Mission Grands Equipements	0.00	9 370.00	9 370.00	0.00	0.00	0.00	0.03	0.00		0.03		
F04 Tourisme												
Aménagement Montagne	5 388 731.00	449 822.00	<b>5 838 553.00</b>	4 500 000.00	520 000.00	<b>5 020 000.00</b>	4 025 454.50	3 439 000.00		<b>7 464 454.50</b>		
<b>TOTAL</b>	<b>19 994 409.91</b>	<b>3 716 692.00</b>	<b>23 711 101.91</b>	<b>17 750 000.00</b>	<b>3 511 000.00</b>	<b>21 261 000.00</b>	<b>22 792 148.34</b>	<b>14 519 000.00</b>		<b>37 311 148.34</b>		

**12ème Commission (Relations internationales)**

Domaine / Politique	Pour mémoire crédits de paiement BP 2006			Crédits de paiement OB 2007			Autorisations de programme		
	Inv.	Fonct.	TOTAL Crédits	Inv.	Fonct.	Total	Reste à financer sur AP votée au 31/12//06	AP nouvelle proposée en 2007	Encours des AP au 01/01/07
<b>F01 Aménagement du territoire</b>									
<b>Action Transfrontalière</b>	134 400.00	506 016.67	<b>640 416.67</b>	91 115.69	506 871.67	<b>597 987.36</b>	31 905.00	90 000.00	121 905.00